



TRIBUNE

journal de la FFE

avril 2004



l'édito de Pierre-Yves Le Borgn'

Le printemps de la gauche

Ainsi donc le Premier Ministre, chef d'une majorité parlementaire en déroute, se retrouve désormais en sursis pour cent jours. Faut-il à l'Elysée n'avoir rien compris au message du 28 mars. Ou n'avoir finalement aucun respect pour les Français qui, dans un élan de participation retrouvé, ont infligé une défaite magistrale à la droite, confiant à la gauche de gouvernement la majorité absolue de leurs suffrages, le contrôle de 21 régions sur 22 et de la moitié des conseils généraux. Les Français n'auraient pas compris les réformes, nous dit-on. Ils seraient conservateurs. Pire, ils seraient aussi ingrats !

Sachons au contraire reconnaître qu'il y a dans leur vote la clairvoyance et la résis-

tance. En deux ans, si loin du trop fameux " Esprit de Mai ", c'est à une attaque en règle contre les acquis sociaux et la solidarité que nous avons assisté. Retraites, éducation, recherche, culture, ce qui se dissimulait sous le " bon sens " et la " proximité " était une pleine politique de régression. Et un échec économique avéré. La gauche est de retour. Unie, fière de ses valeurs, affirmant haut ses différences et ses ambitions. Modeste aussi. Car sachons reconnaître que la vague du 28 mars est d'abord un rejet avant d'être une adhésion. Il appartient aux socialistes d'engager sans attendre les politiques de l'alternance dans les régions et départements gagnés. Ce sont les laboratoires de 2007, pour l'emploi, la forma-

tion tout au long de la vie, la solidarité, les transports publics. C'est aussi au projet pour 2007 qu'il faut maintenant nous atteler, avec nos partenaires politiques et associatifs. La Fédération des Français à l'Etranger prendra sa pleine part des débats et choix à venir.

Résistance, sursaut, modestie. J'y ajouterai la morale. Tromper le peuple est intolérable. La victoire de Jose Luis Rodriguez Zapatero en Espagne l'a rappelé, dans des circonstances dramatiques au yeux de tous les démocrates. Dire la vérité, toujours. Le changement commence aussi par là.

Pierre-Yves Le Borgn'
Premier Secrétaire Fédéral

Blocage et bonnes paroles

Pingrerie, duplicité et courte vue : vertus provinciales ? celles par lesquelles M.Raffarin se targuait de régénérer la politique française il y a bientôt deux ans ? Vice du père Goriot, plutôt, et coloration de la politique générale du gouvernement dont nous ressentons les atteintes à l'étranger.

Les allocations à durée déterminée : lecture littérale, s'il vous plaît, même si les bénéficiaires sont des enfants qui dorénavant ne devront manger que six mois sur douze. Ils coûtent déjà bien assez avec les bourses scolaires.

Priorité à l'aide publique au développement : oui, mais le total des crédits gelés puis annulés, sur le budget de 2003, est supérieur à l'augmentation de crédit affichée dans la loi de Finances. Cette année les ambassadeurs voient venir le grand gel du lendemain des Régionales. Faute de troupes (400 assistants techniques ont disparu à la rentrée de septembre) et de crédits

sûrs, ils ont déjà bloqué les projets en cours. Et voilà comment on affiche une grande générosité internationale tout en arrêtant l'aide sur le terrain .

L'avenir de la recherche... ce sera à l'étranger, de gré ou de force : l'exil et non plus l'expatriation pour les jeunes chercheurs. Mais c'est la faute de la gauche, des charges, de la fiscalité, des lourdeurs administratives si " exode des cerveaux " il y a, et si les étudiants et savants étrangers vont chercher des universités et des laboratoires sous d'autres cieux.

La France est bien serrée dans les coffres de notre père Goriot - Raffarin poitevin. Même les Français de l'étranger y étouffent. A nous d'agir pour leur faire retrouver leurs voix pour ce printemps !

Monique Cerisier-ben-Guiga
Sénatrice des Français à l'étranger

Formation et militantisme

Les 24 et 25 janvier derniers, les secrétaires de section et les trésoriers se sont retrouvés à Paris.

Une journée à Solferino a toujours un sens particulier dans notre fédération. C'est l'occasion de rencontrer " physiquement " les camarades dispersés aux quatre coins du monde.

Venus de Thaïlande, de Madagascar, d'Italie, d'Allemagne, de Grande-Bretagne, du Togo, du Sénégal, du Portugal, de Belgique et d'ailleurs, nous avons pu échanger nos expériences de militants et évoquer les questions politiques dans nos pays d'accueil et en France. Parmi les camarades inscrits à cette journée, certains étaient " jeunes " comme militants et/ou secrétaires de section, d'autres plus anciens, d'où une transmission interne également des pratiques.

Si le programme de la journée était axé sur l'organisation et l'animation de la section, la trésorerie et la communication au sein du PS, il est difficile d'empêcher des militants PS de parler politique. Pierre-Yves Leborgn' avait d'ailleurs proposé que le repas pris en commun soit le moment d'un débat de politique générale. Monique Cerisier-Ben Guiga, sénatrice PS des Français à l'Etranger et Richard Yung, ex-Premier Fédéral de la FFE étaient présents autour de la table. La présence de Jean-Yves Leconte, représentant la motion C augmentait l'intérêt de nos échanges.

Après avoir dénoncé le contexte politique, économique et social actuel, Pierre-Yves mettait l'accent sur les enjeux électoraux (cantonales, régionales, européennes) où le PS doit se positionner clairement comme la seule alternative possible. Il a également évoqué le congrès du PSE du 23 au 25 avril à Bruxelles. Le Bureau fédéral aura lieu d'ailleurs à Bruxelles à cette occasion. Pierre-Yves indiquait, face à l'échéance électorale européenne, l'importance au niveau du PSE de définir un programme commun d'engagements précis.

Les thèmes prévus au programme de la journée, même s'ils sont " classiques " au

PS, devaient être traités autrement, vu la spécificité de notre Fédération: gestion financière, organisation et animation de la section, relations administratives section-fédération. Il est important de souligner l'importance, pour nous, de la bonne application des " procédures ". La communication par Internet, notamment, est un outil privilégié à la FFE, vu les distances qui nous séparent. A propos du site du PS, certains camarades souhaiteraient y trouver les rapports thématiques. Sa rigidité a été évoquée, surtout si on le compare au site du " candidat Jospin ", très vivant et le plus fréquenté de France en son temps !

A.-C. Franck, responsable nationale à la Communication du PS, a indiqué que le secteur Etudes allait mettre en ligne des textes qui n'auraient pas forcément un caractère " officiel " et pourraient répondre ainsi à certaines de nos attentes. L'expérience réussie du Forum FFE (y compris pour le vote à distance) où 330 camarades sont abonnés intéresse d'ailleurs le secteur Communication du PS. Aude Yung, responsable de Tribune a exposé à cette occasion la restructuration de notre périodique, dont les thématiques se présentent à présent de manière plus claire.

Rassemblement des secrétaires de section à la Mutualité - 25 janvier 2004

L'initiative de la FFE nous a permis de participer au rassemblement des secrétaires de section, le lendemain : un grand merci à Danièle et Alain! Nous sommes à présent au lendemain des régionales et ce rassemblement de janvier prend une saveur nouvelle à l'éclairage de cette victoire. Nous avons partagé l'espoir et les projets d'un parti fort de ses 120 000 adhérents, de ses jeunes, de ses femmes, de sa diversité, de ses élus (le premier réseau d'élus en France) de ses centaines de secrétaires de sections, véritables courroies de transmission, des dirigeants locaux et nationaux de valeur. Un Premier Secrétaire qui petit à petit endosse l'habit du leader. Une Gauche à nouveau rassemblée. Des propositions concrètes, réalistes, pour 2004, canevas pour celles de 2007. Voilà qui, en ce dimanche glacial de janvier a réchauffé bien des cœurs et rassurer tous ceux, qui s'inquiétaient et piaffaient d'impatience. Tous sur le pont ! Montrons que le printemps des socialistes est revenu!

Hassan Bahsoun (Dakar)
Catherine Dib (Belgique)

tchatte avec Olivier Duhamel

La deuxième tchatte fédérale a eu lieu le 5 mars, cette fois-ci avec Olivier Duhamel, et portait sur l'Europe. Une vingtaine de questions lui ont été posées, auxquelles il a répondu en ligne. Le thème le plus fréquemment abordé a été le PSE : comment en faire un parti de militants ? Nous avons besoin, a répondu notre camarade, d'un PSE consistant, donc d'un vrai programme, et d'un candidat commun à la présidence de la Commission, présenté avant l'élection. Et de listes transnationales. Aux questions sur le projet de constitution, le député européen a répondu qu'il faut imposer aux gouvernements d'adopter le projet, déjà trop avancé pour eux, et qu'il serait intéressant de lancer une gigantesque pétition de soutien aux travaux de la Convention.

D'autres questions portaient sur l'harmonisation fiscale et la nécessité d'aboutir à une gouvernance économique et sociale de la zone euro, qui, a assuré Olivier Duhamel, finira pas s'imposer.

L'intégralité des questions et des réponses sur le site internet de la FFE.

Notre stratégie contre le FN

Face à l'inquiétante progression des intentions de vote pour les candidats du FN dans plusieurs régions, la FFE se réjouit des accords électoraux signés par le PS avec le PC (dans 15 régions), avec les Verts (dans 11 régions), et avec nos deux partenaires dans 9 régions.

L'union des forces de gauche, au premier comme au second tour, est en effet la condition de son succès dans la conquête des exécutifs régionaux. Cette mobilisation est en outre de nature à redonner aux Français confiance en une victoire de la gauche, seule alternative possible à la désastreuse politique de l'UMP.

Ainsi sera remplie une des conditions permettant de faire barrage à l'élection de conseillers régionaux FN. Étant donné les risques que ferait courir dans plusieurs régions une triangulaire au 2d tour, nous réaffirmons que le désistement répu-

blicain demeure la stratégie indispensable pour éviter l'arrivée au pouvoir d'un parti dont nous condamnons les objectifs. Nous comptons sur le sentiment de responsabilité des candidats de gauche pour qu'ils acceptent le retrait des listes arrivées en 3ème position, fût-ce au prix de leur absence dans les Conseils régionaux. Au-delà des échéances électorales, nous déplorons que la politique anti-sociale et sécuritaire du gouvernement Raffarin, provoquant appauvrissement, désespoir et méfiance à l'égard de la politique, nourrisse le terreau sur lequel le FN se développe.

Seule une politique généreuse et basée sur la solidarité en matière de salaires, d'emploi, de protection sociale, d'éducation et d'équilibre urbain, peut dissuader les Français de recourir à l'abstention ou au vote d'extrême droite, et nous reconquérir l'électorat populaire.

Nous appelons nos sections à aider partout à la mobilisation des Français à l'étranger ayant la chance de pouvoir voter dans une commune de France à exercer ce droit, fût-il par procuration. Le rejet de l'extrême droite qu'ils ont marqué lors de l'élection présidentielle doit être mis de nouveau au service de la défense de la démocratie.

Motion adoptée à l'unanimité par le Bureau Fédéral de la FFE le 18.01.2004.

Soutenons la Recherche

☛ Les membres de la FFE sont les observateurs privilégiés des efforts consentis en matière de recherche dans leur pays de résidence.

Ils remarquent que les pays en voie de développement où les crédits sont très limités, perdent leurs citoyens diplômés qui partent pour les pays développés, creusant ainsi un peu plus le fossé qui les sépare.

Ils notent aussi que les USA attirent les chercheurs de tous les pays créant un phénomène de fuite des cerveaux.

☛ Depuis l'arrivée du gouvernement Raffarin les crédits du budget civil de recherche et développement ont baissé de plus de 2%, loin de l'objectif de 3% du PIB fixé par la Commission européenne. La recherche fondamentale est directement touchée; les chercheurs français sont désespérés et prêts, pour beaucoup d'entre eux, à quitter le pays. Les jeunes chercheurs étrangers ne sont plus attirés par les laboratoires français.

☛ La FFE dénonce une politique qui affaiblit le pays et renforce le facteur de chômage. La recherche est non seulement la base de la création et de l'innovation qui attirent des investissements importants, mais elle est aussi essentielle au développement économique et social du pays. La France est maintenant menacée de perdre sa place dans certains domaines tels que la génomique où elle figure comme leader.

☛ La FFE soutient la pétition "sauvons la recherche" signée par plus de 20.000 chercheurs et demande au gouvernement un collectif budgétaire permettant l'ouverture des 550 postes statutaires supprimés pour 2004.

Cette crise ne commande rien de moins que la cohésion sociale de la société et la dynamique à long terme de l'économie. Seuls des investissements à la hauteur des besoins peuvent résoudre cette crise.

Motion adoptée par le Bureau de la FFE le 4.02.04

DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC DE L'AUDIOVISUEL FRANÇAIS

Les choix du gouvernement Raffarin en matière d'audiovisuel, comme dans beaucoup de domaines de la vie publique, sont très dommageables. Des pans entiers de notre dispositif de diffusion sur l'étranger, comme par exemple CFI et Antenne 2 en Italie, sont supprimés. Pendant cinq jours, les journalistes de Radio-France étaient en grève et RFI, souvent seul lien avec l'Hexagone et les nouvelles internationales pour les Français hors de France, a diffusé de la musique en continu. Ceux-ci ont pu mesurer l'importance de ce média dans leur vie quotidienne et souhaitent exprimer leurs préoccupations face à la situation actuelle. Ainsi la Fédération des Français de l'Étranger soutient-elle sans réserve la défense du service public, le respect des conventions collectives et des accords existants pour l'harmonisation des salaires des journalistes de Radio-France avec ceux de France-Télévision, afin de préserver la qualité de l'information reçue à l'étranger.

Hélène Conway
Membre du Bureau fédéral de la FFE
Chargée de la Culture, de l'enseignement et des médias

Les socialistes pour un sursaut européen

Le Sommet de Bruxelles s'est achevé sur un échec qui porte la marque de nombreux égoïsmes nationaux, et ce à quelques semaines de l'élargissement de l'Europe.

La préparation des élections européennes du 13 juin prochain doit être l'occasion pour tous les socialistes et sociaux-démocrates européens d'affirmer leur volonté européenne, volonté qui nous a parfois fait défaut. Le symbole d'une convention spécifique du PSE, ou des partis socialistes européens qui souhaitent s'engager plus en avant, serait très fort. Dans cette perspective, le PS doit prendre l'initiative pour que le PSE devienne rapidement un vrai parti de militants amenés à débattre et à définir des orientations communes pour l'Europe. La création d'un tel parti, qui est la condition de la réussite de la fédé-

ration européenne que nous appelons tous de nos vœux, est de notre responsabilité.

Le PS proposera que le PSE s'engage sur un programme articulé autour de valeurs fortes : exigence d'un niveau de protection sociale élevé, propositions pour une convergence des fiscalités pour lutter contre le dumping fiscal, définition d'un programme économique commun. La direction du PS affirmera également sa volonté d'une coopération renforcée avec les partis frères qui, comme elle, souhaitent être moteurs de la construction européenne. Elle rendra compte à tous les militants socialistes français des démarches entreprises et s'engagera à proposer à ses partenaires une fusion des délégations au sein du prochain Parlement européen. Cette coopération, déjà menée à l'échelle de la FFE, rencontre de nombreux succès

comme l'a prouvé, entre autres, le débat organisé en novembre dernier par la section de Munich, rassemblant des socialistes français, allemands, italiens, belges, autrichiens et grecs. Militer en commun nous semble indispensable pour que, pour tous les socialistes français, et pas seulement ceux de la FFE qui pour certains ont déjà participé aux scrutins locaux et européens de leur pays d'accueil, la "citoyenneté européenne" devienne une réalité au cœur de notre action.

Ces objectifs sont exigeants ; le PS doit montrer qu'il est décidé à insuffler la dynamique indispensable à la progression de l'Europe, pour que nos acquis sociaux, fruits du travail et des luttes du siècle dernier, survivent à la mondialisation.

Motion adoptée par le Conseil Fédéral le 24 janvier 2004.

Le CSFE devant la décentralisation

Une proposition de loi portant sur la "réformette" du CSFE a été adoptée à l'unanimité au Sénat le 4 mars. Elle devrait être discutée et votée à l'Assemblée nationale en mai/juin. Une fois la loi adoptée, le CSFE deviendra l'"Assemblée des Français de l'étranger" (AFE), le nombre des personnalités désignées sera réduit à 12, et les circonscriptions électorales seront modifiées. Il est probable que la nouvelle Assemblée voie le jour lors de l'Assemblée plénière de septembre 2004. Quant au redécoupage, il entrera en vigueur pour les prochaines élections de 2006.

La création prochaine des comités de gestion consulaire relève des deux préoccupations : le réforme du réseau consulaire et la décentralisation appliquée aux Français de l'étranger. Intéressante au départ, l'idée de donner plus de pouvoir aux comités de gestion consulaire sur les questions locales d'aide sociale, d'enseignement et d'emploi, se heurte très vite à la question du financements de ses actions : l'Etat se désengage, ce n'est une surprise pour personne, les comités auront

donc la charge de chercher des financements locaux. On avance actuellement l'idée d'un financement tripartite : un tiers l'Etat, un tiers de ressources propres (par exemple une partie des droits de chancellerie) et un tiers de financements locaux à trouver. Outre le désengagement choquant de l'Etat dans des secteurs qui sont bien évidemment de son ressort, par exemple l'éducation, la disparité des situations locales ne fera que renforcer l'écart entre la situation de nos compatriotes établis dans des pays du Nord et ceux vivant dans des pays du Sud.

Il est à noter que ces comités consulaires de gestion pourraient se composer entre autres, outre des élus de l'AFE, des suivants de listes établies lors des élections à l'AFE, des délégués consulaires donc, ce qui permettrait en même temps d'élargir le collège électoral des sénateurs établis hors de France. Une impression de déjà vu, déjà entendu, pour qui connaît notre projet fédéral !

Claudine Lepage
déléguée au CSFE

L'Europe des militants

Un réseau inter socialistes européens s'est organisé sur l'initiative de la Fédération bruxelloise du PS et notre section française y participe.

Les sections des partis-frères présents à Bruxelles y sont représentés : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grèce, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède... A propos savez-vous qu'on dit partis-sœurs dans d'autres langues ?

L'un des objectifs, pour le PS du pays d'accueil (la Belgique) est d'entrer en contact avec ces sections socialistes parfois ancrées dans un tissu associatif très vivant (espagnols, grecs) et d'intéresser leurs membres à l'action militante à mener avec les camarades belges à l'échelle municipale. Dans l'immédiat, l'idée est de mener une action commune dans le cadre de la campagne pour les Européennes.

Catherine Dib
section de Bruxelles

La commission Afrique du PS

Lors de la première réunion de la commission, Pierre Moscovici, Secrétaire National aux relations internationales, en a défini les objectifs : c'est un lieu de réflexion, qui se doit d'analyser la politique gouvernementale dans cette partie du monde, et de faire des propositions alternatives.

Par rapport à ce continent, trois dimensions nourrissent le travail de la commission : la paix et la sécurité, la démocratie conçue comme un processus, avec l'établissement ou le renforcement de l'Etat de droit, et enfin le développement durable en situant le continent africain dans le cadre de la mondialisation. La question récurrente de la dette entre dans ce troisième point.

La commission doit encore répondre à un double souci : définir notre positionnement et nos propositions en France, mais aussi avec nos partenaires européens ; contribuer au développement et au renforcement d'un partenariat avec la gauche africaine.

Cette commission se réunit tous les deux mois. Danièle Seignot et Joël Lebret en suivent les travaux où ils représentent la FFE.

La politique de la droite en Afrique

Selon le ministre des Affaires Etrangères, la nouvelle politique de la France sur le continent africain se fonde sur trois principes : la légitimité du pouvoir, le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité des territoires, l'appui systématique aux médiations africaines.

Il est utile de confronter l'énoncé de ces nobles principes à la pratique diplomatique concrète de la France en Afrique depuis 2002. Ainsi, la politique de la France a trouvé sa cohérence bien plutôt dans des alliances marquées du sceau du conservatisme aussi bien politique qu'économique. D'autre part, l'Elysée et les Affaires étrangères ont fait preuve de complaisance pour des chefs d'Etats qui ont joué un rôle déstabilisateur dans leurs régions respectives.

Sur le plan militaire, les interventions de la France se font plus en application d'accords bilatéraux, mais sous mandats de l'ONU ou de l'Union Européenne. L'objectif est toujours humanitaire (prévention des guerres civiles) et il y a une part de vrai. Mais sous le paravent commode de la communauté internationale, nous vivons une sorte de pacte colonial revisité : aux Britanniques la Sierra Léone, à la France la Côte d'Ivoire et aux Etats-Unis le Libéria. Sur le terrain, les forces des anciennes puissances coloniales et celles des Etats-Unis continuent de jouer un rôle déterminant. Le concept RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix), réaffirmé par le gouvernement Jospin, est loin de s'affirmer. Ce concept est le seul opératoire pour conduire une transition qui aboutirait à ce que les Africains eux-mêmes

maîtrisent leurs problèmes de sécurité sur leur propre continent. Mais il est financièrement exigeant et moins spectaculaire politiquement et médiatiquement. La piste politique la plus correcte serait de passer des accords militaires et de défense bilatéraux à des accords de sécurité régionaux, mettre en place une sorte de RECAMP à implication européenne qui pourrait s'articuler avec des ensembles régionaux sur le continent africain.

En conclusion, nous avons à affiner notre analyse au moins dans deux directions pour affirmer une doctrine plus claire des socialistes.

Sur la question des coups d'Etats il nous faut souligner la part trop belle faite aux mouvements armés dans le cadre des négociations politiques, à l'exemple de la RDC et de la Côte d'Ivoire. Ces attitudes sont autant d'encouragements à prendre

les armes, d'autant que la même communauté internationale ferme les yeux sur des processus électoraux totalement manipulés. La deuxième question est celle de l'interventionnisme militaire. Pouvons-nous rester les champions de la non-intervention lorsqu'un processus de démocratisation est menacé ?

Enfin, en matière de politique de Coopération et de Développement, l'opacité la plus complète pour ce qui est des décaissements des crédits laisse supposer qu'au-delà des effets d'annonce sur le redressement de l'aide publique au développement, la réalité est tout autre.

Résumé de l'exposé introductif de Guy Labertit, Délégué national pour l'Afrique auprès du Secrétariat International, pour la Commission Afrique du 15/10/03.

*Dossier présenté par
Jean-Daniel Chaoui,
membre du Bureau Fédéral
(Mondialisation-Droits de l'homme)*

NAISSANCE DE LA COUR AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME

Nous saluons l'initiative prise par l'UA (Union Africaine) de créer une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, instance officiellement née depuis le 25 janvier 2004. Dotée d'un double mandat consultatif et contentieux, elle pourra émettre des avis sur les dossiers qui lui seront soumis. Elle ne fonctionnera qu'après la prochaine assemblée générale de l'UA en juillet prochain où les juges seront nommés. Actuellement, l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Burkina Faso, le Burundi, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Lesotho, la Libye, le Mali, l'île Maurice, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, le Togo et les Comores ont ratifié le protocole.

Les Etats et les organisations intergouvernementales pourront s'adresser à cette institution. Pour qu'un individu puisse saisir directement la Cour, son pays devra avoir signé une déclaration complémentaire - ce que pour l'instant seul le Burkina Faso a fait. Même si beaucoup de progrès restent à faire, nous ne pouvons que nous féliciter de cette avancée.

Le PS et l'alter-mondialisme

Le mouvement alter-mondialiste semble à la recherche d'un second souffle. Les Forums Sociaux, tout en conservant leur capacité mobilisatrice, perdent progressivement leur aspect novateur médiatique et donnent l'impression d'entrer dans la redondance des discours. La question de la finalité de ce mouvement est clairement posée : se cantonnera-t-il à la dimension d'un espace de confrontation, d'échanges, d'interpellation, de conceptualisation alternative au développement de la mondialisation libérale en se préservant du politique...ou acceptera-t-il l'évolution vers l'action politique ?

Le PS, après une période d'indifférence

correspondant à la législature Jospin et à l'après 21 avril, marque maintenant un certain intérêt pour cette forme d'émergence de la société civile sur la scène publique et les idées avancées. Après le Congrès de Dijon, un secrétaire national à la Mondialisation, Kader Arif, fut nommé; une " vraie " délégation du PS fut présente au dernier Forum Social Mondial à Bombay, le discours et les interventions des leaders du PS, à commencer par François Hollande, montrent une prise en compte de cette problématique.

Les convergences sont grandes entre les revendications du mouvement alter-mondialiste d'une part, les idéaux et les aspi-

rations des socialistes d'autre part. Une alliance objective de ces deux entités est-elle possible et souhaitable ?

A partir de ce dossier (*les textes complets seront diffusés sur le Forum FFE et auprès des secrétaires de sections*), le Bureau Fédéral invite les sections à débattre et à faire parvenir leur contribution à la FFE. J'assurerai la synthèse des contributions et interventions. Cette synthèse sera présentée en ouverture du débat de l'après-midi de la Convention fédérale d'août 2004.

dossier présenté Jean-Daniel Chaoui

La dynamique alter-mondialiste

La mondialisation a des conséquences concrètes dans la vie de nos concitoyens. Elle conditionne aujourd'hui tous les secteurs : travail et emploi, protection sociale, information, sécurité, consommation et échanges commerciaux, santé, éducation... Elle s'est développée et installée sous l'action hégémonique des puissances industrielles du Nord à la recherche de nouveaux développements de leur production et de nouveaux marchés. Concentrée entre les mains des organisations onusiennes (FMI, Banque Mondiale, OMC...) et celles des USA, sa gestion mondiale est dominée par l'idéologie libérale qui accroît les inégalités entre le Nord et le Sud. Elle a pris une nouvelle dimension depuis le 11 septembre 2001, de par l'engagement de l'administration Bush dans une "réorganisation géopolitique du monde".

A l'opposé, de nouvelles forces ont émergé de la société civile pour dénoncer dans un premier temps, globalement la mondialisation, puis pour contester, dans un second temps, ses orientations. "Notre monde n'est pas à vendre" Les anti-mondialistes sont devenus alter-mondialistes et proposent une centration sur l'homme, une nouvelle approche des enjeux planétaires; Davos contre Porto Alegre, les Forums Sociaux contre le G8.

➡ Le mouvement ATTAC

ATTAC s'inscrit dans le mouvement alter-mondialiste, dont elle est une des composantes essentielles, contre la libéralisation totale de l'économie préconisée par la philosophie ultra-libérale qui domine actuellement les organisations internationales telles l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale et l'Union Européenne. Ce mouvement, qui s'est internationalisé, est véritablement apparu sur la scène publique depuis le sommet de l'OMC à Seattle. Il accompagne maintenant de façon systématique toutes les grandes réunions internationales de manifestations imposantes, cherchant à mettre "la pression" sur les décideurs politiques.

ATTAC regroupe des individus, des associations, des organisations syndicales, des mouvements d'idées... L'orientation générale est relativement concrète de par sa volonté de déboucher sur des propositions politiques alternatives à la mondialisation libérale. En ce sens, elle ne nous est pas "culturellement" très éloignée et beaucoup de militants du PS ont rejoint ses rangs depuis deux ans. Les valeurs que nous portons légitiment la présence des socialistes dans le mouvement alter-mondialiste. Aussi j'invite

celles et ceux d'entre-nous qui s'intéressent à cette problématique à s'engager dans le mouvement alter-mondialiste en militant au sein de l'association Attac.

ATTAC (*Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens*)

9bis, rue de Valence, 75005 Paris
tél : 01.43.36.30.54 - fax: 01.43.36.26.26
site internet : www.local.attac.org

➡ les Forums sociaux mondiaux

L'objectif premier des Forums Sociaux est l'élaboration d'alternatives au néolibéralisme et la mise en place de campagnes d'action. Les Forums Sociaux sont des espaces de débats et de confrontations d'idées. Dans ce cadre, ils participent à la construction d'un mouvement social à l'échelle européenne et mondiale. L'impact politique des Forums Sociaux a montré que le mouvement alter-mondialiste était durablement installé sur la scène politique. Michel Thénard, dans Libération du 12/10/03, définit l'alter-mondialisme comme "l'instrument pour mesurer le degré d'inopérance des partis

suite page 7

politiques..." Gauche et Droite ont donné à la société civile l'impression qu'ils étaient "hors du champ mondial où les choses se décident". François Hollande a souligné la nécessité de notre présence et de notre participation aux Forums Sociaux, place légitime selon lui car nous sommes des internationalistes de la première heure. Il confirme l'importance d'établir un rapport étroit avec les mouvements de l'alter-mondialisation.

➔ **le PS doit s'investir**

Le PS accuse structurellement un "retard" sur les Verts et l'extrême gauche dans son implication concernant la mouvance alter-mondialiste. Deux explications : la nature originelle de ce mouvement, imprégnée de contestation et de refus dans ses premiers développements, démarche éloignée de la culture de responsabilité politique du PS ; l'implication, durant cette période de gestation de l'alter-mondialisme, des socialistes dans la responsabilité du pouvoir avec le gouvernement Jospin. Le PS, trop inféodé, n'a pas assumé son rôle politique. Ceci explique la difficulté que rencontre aujourd'hui le PS à intégrer la mouvance alter-mondia-

liste et à se faire accepter par ses militants. Il ne faudrait pas que ces difficultés isolent le PS de ce mouvement. De par les valeurs qui le fondent, le PS y a légitimement sa place. Mais il doit trouver le "juste discours" pour reconquérir une crédibilité mise à mal. Car le PS a vocation à offrir un débouché politique à ce mouvement de la société civile. Les dernières déclarations de F. Hollande démontrent que la direction a pris conscience de cette situation et de ses enjeux.

Les valeurs et les propositions qui soutiennent ce mouvement social (commerce équitable, redistribution des richesses au niveau mondial, annulation de la dette des pays les plus endettés...) sont authentiquement de gauche et très proches des nôtres. Aussi, à mon sens, le Parti Socialiste a-t-il vocation à investir et intégrer ce mouvement dans lequel il a légitimement sa place militante. De par sa nature, la FFE et ses militants sont les plus internationalistes du PS et donc les plus sensibilisés aux conséquences de la mondialisation. Comme sur l'Europe, nous devons nous montrer volontaristes et précurseurs, et investir la dynamique alter-mondialiste. ■

Solidarité avec l'Espagne meurtrie

Nous avons besoin des messages de sympathie venus du monde entier dans ces moments de douleur immense que nous venons de vivre. Merci à tous. Le peuple espagnol a eu une attitude exemplaire.

Et hier, les électeurs ont fait payer à Aznar ses erreurs et ses mensonges. L'espoir renaît, et ici nous espérons que cette grande victoire socialiste ne sera pas la seule. Les jeunes, qui s'étaient abstenus aux dernières élections, se sont mobilisés massivement, le PS a récupéré 3 millions de votes par rapport aux dernières élections, et on constate que la conscience politique est bien vivante. J.L. Rodriguez Zapatero a fait preuve d'un grand talent politique et de beaucoup de tact dans ces moments si difficiles. Il a montré être préparé à la tâche extrêmement difficile qui l'attend.

Monique Morales
section de Madrid

Victoire du PSOE

La victoire du PSOE en Espagne a montré que la manipulation de l'opinion publique avait ses limites, que le peuple espagnol a lui-même fixées dans les urnes. C'est toute notre famille politique en Europe et au-delà qui se réjouit du succès de Jose-Luis Rodriguez Zapatero. Je veux transmettre les félicitations de la FFE à nos camarades du PS en Espagne, qui ont mené campagne tambour battant avec le PSOE tout au long de ces derniers mois. Gardons en mémoire la tragédie du 12 mars dernier, par respect pour les victimes de ces attentats odieux, pour mener une lutte sans merci contre le terrorisme sous toutes ses formes et pour une autre politique, fondée sur la paix et la vérité.

Pierre-Yves Le Borgn'
Premier Secrétaire Fédéral

les propositions du PS

- **Réformer** les institutions internationales en démocratisant les Nations-Unies, notamment le fonctionnement du Conseil de Sécurité, et créer un Conseil de sécurité économique dont la responsabilité serait le développement, le commerce, les finances; il coordonnerait l'action des institutions de régulation que sont le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, l'OIT...
- **Construire** une Europe fédérale et politique forte pour rééquilibrer les rapports de force dans la conduite des affaires du monde.
- **Réaffirmer** et imposer la primauté du politique sur l'économique et sur les marchés.
- **S'engager** pour une politique de développement au niveau mondial, avec un plan d'annulation des dettes des pays pauvres.
- **Etre déterminé** pour lutter contre les paradis fiscaux et assainir la politique financière à l'échelle internationale.
- **Promouvoir** la défense des biens publics mondiaux, définir " des services publics" à l'échelle du monde : l'eau, l'éducation, la santé et les médicaments...
- **Lutter** contre la pauvreté dans le monde. Pour ce faire, créer des taxes : taxe Tobin sur les transactions financières, éco-taxe sur la pollution, prélèvement sur les ventes d'armes.

La campagne présidentielle US à Bruxelles

Georges W. Bush ou John F. Kerry ? Durant les huit mois qui nous séparent de l'élection présidentielle américaine, les démocrates vont tout mettre en œuvre afin de bouter Georges Bush hors de la Maison Blanche. Si le président actuel a bénéficié d'une immense popularité au lendemain du 11 septembre, aujourd'hui de nombreux américains sont frustrés face à la politique domestique et étrangère de leur gouvernement.

Plus de 6 millions d'américains vivent à l'étranger et sont particulièrement sensibles aux questions de politique étrangère. Depuis l'élection de 2000, les militants et les candidats savent à quel point chaque bulletin compte. C'est pourquoi en juin

2003 quelques expatriés américains en Belgique se sont réunis pour créer un groupe de démocrates à l'étranger et participer au "changement de régime" aux Etats-Unis. Les démocrates à l'étranger forment un 51ème Etat au sein du Parti Démocrate avec des groupes dans plus de 30 pays, qui ont pu organiser simultanément leur propre caucus le 22 février afin de désigner un candidat à la Maison-Blanche. Du fait de la disparité géographique des sections, l'organisation matérielle de la réunion a été extrêmement pointilleuse et ardue. A Bruxelles le caucus a réuni plus de 60 personnes qui ont débattus des mérites respectifs des différents candidats et de leurs programmes

jusque tard dans la nuit. Le caucus, plus qu'une simple primaire, permet aux participants de se prononcer sur le choix d'un candidat mais également de discuter de différentes orientations politiques qu'ils souhaitent voir reprises dans le programme du parti. John Kerry fut désigné sans surprise par la section de Belgique mais également par l'ensemble des groupes des démocrates à l'étranger. L'enjeu maintenant est d'inscrire le plus grand nombre possible d'électeurs sur les listes électorales : avec une communauté de plus de 50.000 américains en Belgique, les DAB (Democrats Abroad Belgium) ont encore du pain sur la planche !

(pour plus d'informations www.democratsabroad.be)

Katya Long-Ghanmi

Un maire socialiste au Portugal

Notre camarade Amilcar Martins, militant de la FFE, est le maire de la commune de St. Bras - Amadora au Portugal.

Il faut le voir vivre à l'intérieur de sa commune ! Le regard vif, le rire d'enfant, il stoppe la voiture de fonction pour prendre une femme d'une cinquantaine d'années qui attendait un autobus qui tardait à venir. Après l'avoir conduite, nous visitons la commune, allons prendre un café. Apostrophé par un opposant, notre camarade de maire lui explique son point de vue, et comme pour encore mieux lui faire comprendre, l'invite à venir travailler avec lui. La pharmacienne du coin lui fait la bise.

L'investisseur lui expose son point de vue sur son tout neuf centre dentaire.

C'est une commune avec une densité importante de travailleurs immigrés d'Afrique noire. Beaucoup sans travail, des enfants en pré-échec scolaire. Il faut s'en occuper. Notre maire aménage un local derrière la mairie, y fait installer sept ou huit ordinateurs, un animateur et voilà un club internet où les adolescents se défoulent, tchatchent, sortent de la rue. Ne graffitent plus les murs.

Dans son bureau de la mairie je le questionne.

- Mon histoire comme maire de St. Bras - Amadora, n'est que le résultat d'une progressive activité militante. Un militantisme de dimension sociale qui m'a fait gagner la sympathie des autres. Dans mon esprit, je n'avais qu'une préoccupation : aider ceux qui réussissent moins bien à comprendre les mystères de la politique professionnelle et les secrets de ses acteurs. Mon action, en France comme au Portugal, s'engage dans toutes les formes de militantisme et en particulier le militantisme associatif. Il a fait de moi un modeste mais conscient intervenant politique, capable de produire du sens et de progresser dans les solidaires et amicaux sentiments d'avenir, pour les jeunes, aussi bien que pour l'électorat en général,

contrairement à l'idée profane d'un grand nombre d'électeurs, Portugais ou Français, du rejet de la politique.

Par ailleurs, malgré les inévitables questions d'organisation et de gestion locale, comme militant socialiste je fais une politique de rassemblement de toutes les couches de la société, parce que je trouve dans l'action collective l'arme la plus puissante d'une citoyenneté moderne, responsable et active.

Connaissant les maigres ressources dont tu disposes, comment organises-tu ta gestion ?

- Ma gestion à la tête de la mairie de St. Bras est en effet difficile. Mais elle est faite de propositions et d'investissements publics, où la conception de la social-démocratie trouve ses premières réponses. Cette formule de gestion participative est en effet mon secret. Par exemple, l'Etat nous donne un euro, moi j'investis deux. Il n'y a pas si longtemps, je fus appelé à la Cour des Comptes et le magistrat m'a demandé : "mais alors, vous rentrez cent euros et vous créez un patrimoine de deux cents ?" Je me suis mis à rire ! Le projet que je conduis est beaucoup plus social que politique, et l'affaire de ma gestion locale se résume à une politique participative et surtout de proximité avec les citoyens.

Guillaume Santos

Journal de la Fédération des Français à l'Etranger du Parti Socialiste

10 rue de Soldérino
75333 Paris Cedex 07
tél : 01 45 55 77 82
fax : 01 45 55 77 85

directeur de la publication :
Pierre-Yves Le Borgn'
responsable de la rédaction :
Aude Yung

courriel : ffe@ffe-ps.org
<http://www.ffe-ps.org>